

M. Mitterrand témoignait de son côté, par des gestes sans équivoque, de sa réprobation contre les atteintes aux droits de l'Homme par l'U.R.S.S. C'est ainsi qu'il recevait la dissidente soviétique, Mme Chtcharansky, alors que M. Giscard d'Estaing avait fermé sa porte à Andrei Amalrik. Lors de sa première conférence de presse de son septennat, le président français soulignait, le 24 septembre, qu'on ne peut ignorer la présence des 220 fusées soviétiques SS20 "capables de détruire la totalité du dispositif militaire occidental". La France a appuyé le plan Reagan de renoncer à installer des Pershings contre le retrait des engins soviétiques SS, mais rejeté le plan Brejnev d'un gel du nombre des fusées à son niveau actuel. M. Mitterrand a réitéré sa position sur un équilibre des missiles en Europe, le 9 décembre.

La France a aussi apporté son aide à la Pologne à l'époque où les travailleurs pouvaient s'y organiser librement. M. Cheysson, lors d'un voyage au début d'octobre, y a rencontré non seulement son homologue polonais, mais également M. Lech Walesa et le secrétaire de la conférence épiscopale.

Pour Washington, la France est donc maintenant considérée comme un allié modèle dans les relations Est-Ouest. Un autre terrain de convergence est le Moyen-Orient. Vis-à-vis de cette région, le programme du candidat socialiste à la présidence était aussi parfaitement clair: "paix au Moyen-Orient par la garantie de la sécurité d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie, l'unité du Liban". Lors de la campagne électorale, M. Mitterrand a rappelé à plusieurs reprises que le parti socialiste était le seul parti à avoir accueilli l'accord de Camp David comme "un bon traité". Il assortissait toutefois ce soutien de la reconnaissance du droit des Palestiniens à disposer d'une patrie et à être représentés, notamment par l'O.L.P.

La victoire de M. Mitterrand fut accueillie avec satisfaction en Israël. Cependant, il tint à rassurer le monde arabe. La présence de M. Cheysson et, surtout de M. Michel Jobert, au gouvernement devait d'ailleurs donner l'assurance aux pays arabes que leurs intérêts seraient pris en considération. Cette politique équilibrée se traduisait au début de juillet par une réaffirmation, de la part de M. Mitterrand, de son approbation de l'accord de Camp David et par la réception de M. Farouk Kadoumi, chef de la diplomatie de l'O.L.P., par M. Cheysson.

Se rendant au Moyen-Orient à la fin d'août, M. Cheysson rencontrait M. Arafat à Beyrouth. Mais, le 21 septembre, il s'entretenait avec le ministre des affaires étrangères d'Israël. A l'issue de l'entretien, il était annoncé que M. Mitterrand se rendrait en Israël au début de cette année. Il s'agit de la première visite d'un chef d'État français dans ce pays. A la fin de septembre, c'est en Arabie saoudite que se rendait M. Mitterrand, accompagné de M. Cheysson. Il y approuvait l'esprit du plan de paix au Moyen-Orient présenté par ce pays. Enfin, en décembre, M. Cheysson visitait Israël, marquant ainsi la continuité de cette politique française d'équilibre.

La politique du gouvernement français vis-à-vis de la Communauté économique européenne présente des inconvénients mineurs pour les États-Unis à côté d'avantages certains. Dans son programme, M. Mitterrand prévoyait une "application stricte du traité de Rome", marquée notam-